

La libération des otages de Beyrouth

Les prisonniers américains détenus depuis le 14 juin ont été transférés à Damas avant de repartir pour les Etats-Unis

Les otages américains du Boeing de la TWA ont été libérés, ce samedi 29 juin, à Beyrouth, et sont arrivés en début d'après-midi à Damas où ils doivent tenir une conférence de presse avant de s'envoler à bord d'un avion militaire américain vers Francfort où ils seront accueillis par le vice-président des Etats-Unis, M. Georges Bush. La présidence de la République syrienne dans un communiqué officiel, affirme que cette libération intervient « grâce aux démarches effectuées par M. Hafez El Assad avec les parties concernées et sur la base des principes nationaux et humanitaires ». « La Syrie, qui a déployé de grands efforts ayant abouti à la libération des passagers, espère que toutes les parties concernées respecteront strictement leurs engagements et que les 735 détenus libanais de la prison d'Atlit seront libérés comme promis ». A Jérusalem, le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès a déclaré qu'il était « très heureux » de cette libération et que le dénouement « enlèverait un obstacle majeur au processus de libération » des prisonniers d'Atlit. La radio de Jérusalem laissait entendre qu'Israël libérerait ses prisonniers peu après la libération des otages américains.

A Washington le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes

avait affirmé, tôt le samedi, en annonçant le départ par la route des otages de Beyrouth pour Damas : « Nous espérons que c'est le début du voyage vers la liberté. » M. Speakes n'a cependant pas été en mesure de préciser le nombre d'otages qui avaient pris place à bord d'autobus à Beyrouth.

Par la suite, un haut fonctionnaire, qui a requis l'anonymat, a précisé que d'après les informations parvenues à Washington les otages avaient quitté la capitale libanaise vers 8 heures GMT (10 heures à Paris) et étaient accompagnés par une femme membre du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), ainsi que par une escorte militaire syrienne. Après une heure et demie de repos à l'hôtel Sheraton de Damas, ils doivent, selon ce haut fonctionnaire, partir pour Francfort à bord d'un avion militaire américain.

Trente-six passagers de l'avion de la TWA détourné le 14 juin dernier et trois membres d'équipage étaient détenus à Beyrouth. Sept autres Américains sont également prisonniers au Liban, certains depuis plus d'un an. On ne sait pas cependant s'ils font partie des personnes libérées.

A Damas, où quarante chambres ont été réservées ce samedi à l'hôtel

Sheraton pour les otages à la demande de la présidence de la République syrienne, on affirme que les otages et l'équipage pourraient quitter la capitale syrienne pour Francfort avant la tombée de la nuit.

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Speakes, a affirmé qu'il n'y

tion d'un transfert à l'ambassade de Suisse ou de France à Beyrouth. M. Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal, précisait en début de soirée à quelques journalistes que les pirates de l'air avaient refusé le transfert des otages à l'ambassade de Suisse et que le chargé d'affaires de l'ambassade helvétique à Beyrouth avait été informé de ce refus. « Nous ne pouvions pas accepter les conditions qu'on nous proposait », a-t-il déclaré. Le gouvernement de Berne avait insisté pour que les otages soient libérés « sans condition ». Selon une source diplomatique occidentale de Beyrouth, la proposition de transfert des otages dans les ambassades de France ou de Suisse n'était qu'un leurre et la proposition « syrienne » était dès le début la plus sérieuse.

Les tractations entre Washington, Damas et Beyrouth évoluaient cependant rapidement, et, vendredi soir, les trente-neuf otages du Boeing eurent droit à un « dîner d'adieu » à l'hôtel Summerland, l'un des plus chics de la capitale libanaise, sur le bord de mer à Beyrouth-Ouest. Le dîner s'est déroulé en présence de M. Akaf Hamiyeh, chef militaire du mouvement chiite Amal pour la région de Beyrouth. Les otages ont pu appeler leurs familles aux Etats-Unis. Signe de l'euphorie ambiante : leur porte-parole, M. Ailyn Conwell, a reçu un bouquet de fleurs offerts par M. Hamiyeh, et tous ont eu droit à un gâteau d'adieu avant de se rendre en car au domicile de M. Berri, auquel ils ont fait leurs adieux. Peu après, les journalistes perdaient la trace des otages. Ce samedi matin, cependant, les journalistes résidant à l'hôtel Commodore aperçurent M. Ralph Traugott, l'un des otages américains, entrer dans le hall de l'hôtel entouré de ses gardes armés.

« J'espère que je vais bientôt pouvoir m'en aller », dit-il aux journalistes médusés, avant de leur raconter ce qu'il avait fait depuis qu'il avait quitté ses compagnons. Après le souper surréaliste de l'hôtel Summerland, M. Traugott, vendeur de voitures d'occasion du Massachusetts, avait été conduit en voiture par des miliciens jusqu'à l'hôtel Commodore, « une petite faveur » de ses gardiens pour qu'il puisse donner un coup de téléphone, tandis que ses compagnons retournaient tout de suite à leur captivité.

Les otages auront ainsi passé exactement quinze jours à Beyrouth. L'avion de la TWA, qui a fait le plein de carburant vendredi, avait été détourné le 14 juin à Athènes. Après avoir effectué deux navettes entre Beyrouth et Alger, il s'était finalement posé pour la dernière fois le dimanche 16 juin à l'aéroport de Beyrouth. Quelques heures plus tard, les passagers de l'avion étaient pris sous la « protection » du chef d'Amal. Ils ont ensuite été dispersés en divers endroits de Beyrouth.

Cinq passagers ont été libérés pour différentes raisons depuis l'arrivée du Boeing de la TWA le 16 juin dernier.

(Lire nos autres informations page 3.)

MM. Seurat et Kauffmann devaient être libérés

Beyrouth (AFP). — MM. Michel Seurat et Jean-Paul Kauffmann devaient être libérés, samedi après-midi, au domicile de M. Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal. Celui-ci devait tenir cet après-midi une conférence de presse. Le journaliste et le chercheur français avaient été enlevés le 22 mai dernier à leur arrivée à Beyrouth.

avait aucun accord tendant à ce qu'Israël libère ses prisonniers libanais en échange des otages. « Quelque fasse le gouvernement israélien, a-t-il dit, il le fera de son propre gré. Nous ne lui avons rien demandé. »

Le dénouement de la crise de Beyrouth apparaissait imminent dans la nuit de vendredi à samedi, après l'abandon dans la journée de la solu-

consacré à la mise en place d'une Europe de la technologie.

Les Français, qui ont lancé Eurêka à la mi-avril, se montraient pleinement satisfaits de l'appui politique ainsi donné à leur initiative et admettaient que le moment était probablement venu d'accompagner le mouvement suscité en donnant une « petite assise » à l'opération. L'un d'entre eux se félicitait d'« un désir de réussite » clairement manifesté par le conseil européen.

La conférence parisienne, qui devrait se tenir au cours de la seconde quinzaine de juillet, réunira les ministres des affaires étrangères et les ministres de la recherche des douze Etats membres de la Communauté élargie, ainsi que ceux des autres pays européens qui ont manifesté de l'intérêt pour l'exercice. En l'état actuel des choses, il s'agit de la Suède, de la Norvège, de l'Autriche, de la Suisse. M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, et un second commissaire y participeront.

La conférence devrait avoir un triple objet : tracer les contours du programme, déterminer sa structure, aborder les problèmes du

financement des projets. Les Douze considèrent que le moment est venu de faire le point sur le travail de documentation opéré, tant au niveau politique qu'avec les industriels depuis deux mois. L'idée est de préciser les domaines d'intervention d'Eurêka, étant entendu que le « bouillon central », comme dit l'un de ses promoteurs, demeurera l'électronique et l'informatique. C'est là qu'il faut susciter un effort gigantesque si l'Europe ne veut pas être laissée sur place par les Américains et les Japonais dans les années 90.

La conférence devra réfléchir sur la mise en place d'une structure aussi souple que possible afin de coordonner et d'animer les projets. La majorité des gouvernements ont approuvé la démarche pragmatique à laquelle les Français ont, jusqu'ici, fait appel. Tout le monde estime nécessaire que la Communauté, et singulièrement la Commission européenne, soient étroitement associées à Eurêka, mais sans pour autant considérer qu'il faille à ce stade entrer dans le détail sur la nature des liens à établir.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

(Lire la suite page 5.)

L'Europe d'accord pour Eurêka

Un accord est intervenu dès vendredi 28 juin au conseil européen de Milan sur le projet Eurêka.

Une conférence aura lieu à Paris, dans la deuxième quinzaine du mois de juillet, pour préciser les contours de cette Europe de la technologie.

D'autre part, samedi en fin de matinée, les six membres fondateurs de la CEE (France, RFA, Italie et Benelux) sont tombés d'accord pour soutenir une proposition allemande qui prévoit, d'ici le 31 octobre prochain, la mise au point d'un projet de traité sur l'Union européenne.

Le projet franco-allemand présenté vendredi n'avait pas reçu un bon accueil.

De notre envoyé spécial

Milan. — Des « assises européennes de la technologie » seront convoquées à Paris en juillet afin de faire le point sur l'état d'avancement du programme Eurêka. Cette décision a été prise vendredi après-midi 28 juin à l'initiative du chancelier Kohl, après l'échange de vues bref, mais à la tonalité tout à fait positive, que les chefs de gouvernement ont

Avec ce numéro

LE MONDE AUJOURD'HUI

Les « affaires » de la Cour des comptes

Festivals d'été en banlieue

ONU

Il y a quarante ans la charte de San-Francisco

(Page 2)

CHINE-URSS

La diplomatie ferroviaire

(Page 6)

NOUVELLE-CALÉDONIE

Le gouvernement territorial a créé une milice avec des chômeurs wallisiens

(Page 8)

Le « langage ringard » de M. Chevènement

Les instituteurs du SNI critiquent le ministre de l'éducation nationale

De notre envoyé spécial

Nîmes. — Profondément blessés par l'échec du combat laïque, déchirés par la rupture PS-PCF, réservés à l'égard du ministre de l'éducation nationale, les instituteurs du SNI frissonnent cependant à l'idée d'un retour au pouvoir de l'opposition. « Notre avenir n'est pas à droite », a clamé M. Jacques Pommatou, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), en ouvrant vendredi 28 juin à Nîmes les débats du congrès du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-PEGC), première

organisation de la FEN. Devant cinq cents délégués réunis dans une chaux pesante, M. Jean-Claude Barabant, secrétaire général du syndicat, a renchéri : « Les travailleurs que nous représentons n'auraient rien à gagner au retour de la droite. » Ce discours d'union, prononcé devant un auditoire partagé entre sympathisants socialistes, communistes et d'extrême gauche, n'a cependant pas fait l'unanimité.

Dirigé par des militants proches du PS, le SNI approuve globalement l'action du gouvernement.

PHILIPPE BERNARD.

(Lire la suite page 7.)

EN VENTE DANS LES KIOSQUES

Absolument splendide ! Le meilleur magazine en Europe

JOHN BERGER

Un projet important non seulement sur le plan culturel, mais surtout sur le plan d'une politique européenne cohérente.

JORGE SEMPRUN

Depuis des années il manquait une publication de ce genre en France et même en Europe occidentale.

OCTAVIO PAZ

Un défi international... Ne s'adresse pas à la vieille élite intellectuelle, mais à tous ceux qui sont ouverts, qui s'intéressent au monde d'aujourd'hui.

INFORMATION (Copenhague)

Extraordinaire Lettre Internationale !

LE NOUVEL OBSERVATEUR

N° 5 ETE 1985

Le numéro 30 F. Abonnement 100 F, étranger 140 F. 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris Tél. (1) 523-48-40 - FRANCE

LETTRE

INTERNATIONALE

LE CINEMA SE MEURT
W. SCHUTTE W. BOTTINAR
LES ALLEMANDS
L. RABISON A. BRETTE T. LARSEN A. K. CLARK
POETES
L. AMBROSE L. AMBROSE L. AMBROSE
LE PROCES D'EKRA POUND
L. AMBROSE L. AMBROSE L. AMBROSE

Le roi du Népal face à la contestation

Les attentats de Katmandou sont un avertissement à Birendra I^{er} mais le souverain jouit toujours d'un grand prestige

De notre envoyé spécial

Katmandou. — « Changez ou disparaîsez. » En s'attaquant, la semaine dernière, avec des bombes, aux symboles de la monarchie — le palais, le « Parlement » et le siège du gouvernement (le Monde du 22 juin), — c'est ce message, et pas un autre, que les auteurs des attentats ont bruyamment adressé au souverain du Népal. D'ailleurs, le communiqué publié en Inde par le groupe qui se prétend responsable de l'opération était très clair : « C'est la première étape vers la révolution. La monarchie a vécu, le Népal doit devenir républicain et démocratique. »

Replié en Inde, à 80 kilomètres de la frontière népalaise, le Janwadi Morcha, qui a signé l'attentat, aurait été fondé en 1976 par un ancien avocat de la Cour suprême de Katmandou, M. Ram-raja Prasad Singh, à sa sortie de prison. L'homme a cinquante-trois ans. Pour mieux propager ses idées, qui n'étaient pas encore, à l'époque, antimonarchiques, mais tout de même « révolutionnaires » dans le contexte népalais, M. R. P. Singh utilisa habilement le système et se fit élire député à la fin des années 60. Arrêté en pleine Assemblée, au moment où il s'appretait à prêter serment, il fut emprisonné pour propos séditieux, puis amnistié par le roi avant

d'être arrêté de nouveau en 1971 et expulsé à vie du « Parlement » de Katmandou.

La police du Népal prétend que les « marxistes-léninistes » du Janwadi ont une demi-douzaine de camps d'entraînement à la guérilla dans l'Uttar-Pradesh indien. Mais nul ne sait de combien d'hommes dispose réellement l'organisation. Il existe une vingtaine de groupuscules communistes dans le royaume, mais leurs idées, selon les diplomates en poste à Katmandou, ne réunissent pas plus de quelques milliers de sympathisants.

Le palais royal, perturbé par l'onde de choc des explosions, donne à entendre, à travers les

médias qu'il contrôle, qu'« aucun groupe népalais n'est en mesure d'exécuter pareille opération sans la complicité d'éléments étrangers ».

PATRICE CLAUDE.

(Lire la suite page 4.)

Le Monde RÉGIONS

Un tour de France avec nos correspondants

(Page 13)

LE CONSEIL EUROPÉEN DE MILAN

« Un projet d'union ?
— Non, un simple document de travail »

De notre envoyé spécial

Milan. — Arrière toute ! Le montage de l'opération franco-allemande de « projet de traité d'union européenne » avait surpris tout le monde par sa rapidité. Son démontage aura été plus prompt encore. Il est vrai qu'il surprend moins, compte tenu des réactions enregistrées chez à peu près tous les partenaires européens de Paris et de Bonn. Après la précipitation, la prestidigitation : « Un projet de traité ? Jamais ! » Et le porte-parole de l'Elysée, M. Vauzelle, a longuement invité les journalistes, vendredi après-midi 28 juin, à ne pas s'intéresser plus avant à ce « simple document de travail »...

Le seul vrai texte de référence pour qui cherche à comprendre la position actuelle de la France dans le débat sur la réforme des institutions communautaires, c'est le memorandum que l'Elysée avait

adressé aux neuf partenaires européens de Paris (le Monde du 27 juin), répété-t-on du côté officiel. Non sans regretter que la presse ait assuré la promotion du « simple document de travail » — on ne le dira jamais assez — qu'est le projet de traité d'union européenne proposé par la présidence de la République française et la chancellerie ouest-allemande.

Ce hâtif repli tactique ne signifie pas nécessairement que les idées contenues dans le document en question soient vouées à l'échec ou à l'oubli. D'autant moins que, sur le fond, la plupart des délégations n'y sont nullement hostiles. Y compris, voire surtout, les Britanniques, qui estiment que MM. Kohl et Mitterrand n'ont guère fait que s'approprier les principales dispositions de leur plan. Avec un « habillage » qui leur permet de reprendre apparemment l'initiative tout en entérinant en réalité la position de Londres sur

plusieurs points importants. Mais l'ensemble de l'opération n'aura pas servi le chancelier Kohl ni la coopération franco-allemande.

Ce faux pas, qui a alimenté tant de commentaires durant la première journée du sommet de Milan, est en tout cas venu confirmer ce que l'on entendait dire avec insistance au début de la semaine dans les couloirs du Quai d'Orsay : lors de la préparation du conseil européen, un certain manque de coordination s'est manifesté entre le ministère des relations extérieures et l'Elysée, mais aussi au sein même de l'entourage présidentiel. De ce point de vue, le flot de reproches auquel M. Vauzelle a dû faire face vendredi matin de la part de journalistes qui admettaient mal qu'il ait pu leur résumer la position française sans souffler mot de l'opération « projet de traité », n'était sans doute pas justifié : si surprenant que cela paraisse, le porte-parole officiel de M. Mitterrand ignorait, au moment où il tenait sa conférence de presse préparatoire à Paris, la teneur de l'accord conclu la veille à Bonn par M. Attali avec le conseiller du chancelier Kohl, sous l'œil peu enthousiaste de deux conseillers de M. Craxi. Paris, ajoute-t-on, n'aurait pas donné la même publicité au texte franco-allemand si M. Kohl ne s'en était ostensiblement prévalu au Bundestag.

Il n'en reste pas moins que plusieurs partenaires de la France et de la RFA ont appris l'existence et la teneur du projet de traité en arrivant à Milan ou à peu près : le premier ministre danois par exemple, M. Poul Schlüter, dans l'avion qui l'amenait de Copenhague ; son collègue belge, M. Martens, n'en a eu copie que jeudi soir vers 23 heures. Détails, sans doute, mais qui créent un climat. Beaucoup estimaient, vendredi à Milan, qu'il y avait au minimum quelque paradoxe à expliquer pourquoi et comment il faut faire l'union européenne dans un document que des pays amis, alliés et partenaires n'avaient pu découvrir qu'à la sauvette et au dernier moment.

PHILIPPE LEMAITRE.

L'Europe d'accord pour Eurêka

(Suite de la première page.)

Les Français préfèrent retarder un pilotage communautaire ; ils redoutent, en effet, qu'il soit ressenti par les industriels comme contraignant. Selon eux, c'est davantage un « mode d'animation » qu'une organisation administrative précise que la conférence de Paris aura le devoir de mettre en place. C'est alors que l'idée de confier à un homme le soin d'assurer cette tâche de coordination pourrait peut-être se concrétiser. On sait que le nom de M. Etienne Davignon, l'ancien vice-président de la Commission européenne chargé des affaires industrielles, a été récemment cité pour une telle mission.

La principale impulsion que doivent maintenant donner les pouvoirs publics est d'ordre financier. Les Français ont toujours estimé que c'était une erreur d'aborder le problème d'entrée de

jeu, mais qu'il fallait le faire par rapport à des projets concrets. On en est là. Ainsi les quatre grands de l'électronique, qui ont annoncé leur intention de coopérer, mettent les gouvernements au pied du mur : que vont-ils faire pour donner sa chance à ce projet décisif ? La réunion de Paris devrait être l'occasion d'apprécier combien chacun des pays européens concernés est disposé à investir. M^{me} Margaret Thatcher a insisté, vendredi, pour que l'environnement économique et juridique d'Eurêka ne soit pas négligé et qu'à cette fin des thèmes comme l'ouverture des marchés publics et la définition accélérée des normes industrielles communes soient abordés par la conférence de Paris. Une étape sans doute importante vient d'être franchie à Milan dans la mise en place d'une Europe de la technologie.

Nouvelles rumeurs
sur l'organisation d'un sommet
Reagan-Gorbatchev à l'automne

Correspondance

Washington. — Le département d'Etat n'a pas démenti des informations de presse venant de Moscou selon lesquelles les gouvernements américain et soviétique se seraient mis d'accord sur le principe d'une rencontre au sommet à l'automne. Néanmoins, alors qu'il est indiqué que l'entrevue aurait lieu à Genève, dans la seconde quinzaine de novembre, on déclare, au contraire, que le choix de la date et du lieu fait encore l'objet de discussions.

Dans l'optique officielle américaine, la décision finale concernant l'organisation d'un sommet dépendra essentiellement de l'évolution des négociations nucléaires de Genève. Dans ce contexte, les récentes déclarations de M. Gorbatchev à Kiev, dénonçant l'attitude américaine à Genève et évoquant la possibilité d'une rupture des négociations, entretiennent la perplexité des milieux officiels. L'attitude négative du dirigeant soviétique peut ou bien signifier son refus définitif de rencontrer le président Reagan ou, au contraire, justifier un sommet dans la mesure où cet ultime effort permettrait peut-être d'éviter l'impasse.

D'autre part, les membres du Conseil de sécurité des Nations unies, réunis en consultation vendredi 28 juin, se sont mis d'accord pour recommander que, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'organisation internationale, le Conseil de sécurité tienne une réunion solennelle en octobre « au niveau le plus élevé possible ».

Pour faire l'unanimité, ce texte, soigneusement mis au point exprime seulement le « vœu » et non pas une décision du Conseil de sécurité concernant cette réunion extraordinaire. La formule a été choisie pour rallier les Soviétiques, très réservés à l'égard d'un engagement ferme. Aussi bien M. Gorbatchev n'a pas encore répondu officiellement à l'invitation que lui avait adressée le secrétaire général des Nations unies de venir à New-York à l'occasion de

la session de l'Assemblée générale. De même, la formule « au niveau le plus élevé » n'engage pas les Etats-Unis à être représentés par le président Reagan. Néanmoins, on rappelle que les Etats-Unis auront en octobre la présidence du Conseil de sécurité. La France a joué un rôle moteur dans la coordination des efforts pour arriver à cette décision unanime du Conseil de sécurité.

HENRI PIERRE.

● **Quatre cent vingt-trois SS-20 ?** — Selon M. Bush, vice-président des Etats-Unis actuellement en visite à Bruxelles, l'URSS continue de déployer de nouveaux missiles à moyenne portée SS-20, malgré le moratoire unilatéral annoncé à ce sujet en avril par M. Gorbatchev. Un responsable américain a précisé vendredi 28 juin que Moscou dispose actuellement de quatre cent vingt-trois de ces engins, contre quatre cent quatorze estimés par l'OTAN en avril. « La construction de nouvelles bases SS-20, tant à l'est qu'à l'ouest de l'URSS, se poursuit », a ajouté ce responsable. — (AFP.)

● **M. Marchais en RDA.** — M. Georges Marchais est arrivé, vendredi 28 juin, à Berlin-Est. Le secrétaire général du PCF, qui est accompagné de sa famille, passera ses vacances en RDA, à l'invitation de M. Erich Honecker, secrétaire général du Parti socialiste unifié d'Allemagne. La durée de son séjour n'a pas été précisée.

● **Relance de l'Union latine.** — L'Union latine, une organisation intergouvernementale créée en 1954 à Madrid mais qui n'avait guère eu d'activités jusqu'en 1983, a tenu un congrès, les 26 et 27 juin, au siège de l'UNESCO à Paris et repart sur de nouvelles bases. M. Philippe Rosillon est le nouveau secrétaire général de cet organisme, qui regroupe maintenant vingt pays (dont la plupart des nations d'Amérique latine), l'Espagne, l'Italie, la Roumanie, le Portugal et la France.

Afghanistan

● **UN GÉNÉRAL TUÉ PAR LES MOUDJAHIDINS.** — Les rebelles afghans ont tué un général de l'armée afghane voilà deux semaines alors qu'il inspectait un poste militaire dans la vallée stratégique du Panshir, au nord de Kaboul, a annoncé vendredi 28 juin le Parti Jamiat-i-Islami. Radio-Kaboul avait annoncé vendredi la mort en service du général Ahmadouddin, sans préciser le lieu et la date du décès. Elle avait seulement indiqué qu'il avait « bravement combattu jusqu'à la dernière minute de sa vie ». — (Reuter.)

Algérie

● **LE PRÉSIDENT BENDJEDID EN ESPAGNE.** — Le président algérien, M. Chadli Bendjedid, est attendu, lundi 1^{er} juillet, à Madrid, pour une visite officielle qui durera jusqu'au 3 juillet, répondant à l'invitation du roi Juan-Carlos qui s'était rendu à Alger au mois de mai 1984. Au cours de cette visite, l'Espagne et l'Algérie doivent signer un accord de coopération économique et industrielle. — (AFP.)

Argentine

● **UN CONSEILLER SOCIALISTE DE L'ESSONNE ACCOMPAGNE UNE SURVIVANTE D'UN CAMP DE TORTURE AU PROCÈS DES MILITAIRES.** — Une survivante d'un camp de torture argentin doit se rendre lundi 1^{er} juillet à Buenos-Aires pour témoigner au procès du général Videla, dirigeant de la junte militaire au pouvoir en Argentine de 1976 à 1983.

M^{me} Cecilia Vasquez, âgée de vingt-huit ans, était membre d'un groupe de défense des droits de l'homme « infiltré » par le capitaine Astiz, soupçonné d'être le responsable de la disparition de deux religieuses françaises. Elle avait été enlevée en juillet 1978, à Buenos-Aires, en compagnie de son frère et de sa sœur.

L'incident étant clos, la journée de vendredi a été consacrée à un long tour de table sur les questions institutionnelles. L'examen des positions de chacun devait même se prolonger un peu ce samedi, étant entendu qu'une éventuelle attitude commune des Dix ne serait établie que lorsqu'on aurait fait l'inventaire des différents problèmes en suspens.

Contre

les « tendances négatives »

M. Mitterrand, dans son intervention principale, a réaffirmé la volonté de la France de voir la Communauté progresser vers l'union, mais il a reconnu la nécessité d'adopter une démarche prudente pour éviter de laisser en chemin des partenaires moins pressés.

Il a rendu au passage un hommage très remarqué à la présidence italienne, que l'affaire franco-allemande avait quelque peu froissée, et il a estimé que, dans la pratique quotidienne des institutions européennes, des « tendances négatives » s'étaient abusivement manifestées. A commencer, a rappelé le président français, par la revendication d'un « juste retour » budgétaire, notion contradictoire avec la philosophie communautaire, mais longtemps chère aux Britanniques (ils ne s'en prévalent plus depuis plusieurs années).

M. Mitterrand a, par ailleurs, redit que la France n'était pas hostile à la convocation d'une conférence intergouvernementale chargée de préparer cette union européenne, mais qu'il lui semblait indispensable de définir au préalable son mandat précis. Sinon, a-t-il souligné, on ira de déception en déception, au risque de favoriser des « campagnes contre l'esprit européen ».

Quant à l'Europe, dite « à plusieurs vitesses », on se montre également, dans l'entourage présidentiel, plus prudent que ne le laissent croire les déclarations enregistrées ces dernières semaines : pas question, dit-on, pour un membre du conseil européen qui a tant œuvré en

faveur de l'élargissement, de militer maintenant pour un recul à l'Europe des Deux, des Trois ou des Six ! Par ailleurs, le rapport du Comité d'études sur « l'Europe des citoyens », dont la création avait été décidée l'an dernier à Fontainebleau, a rencontré un assentiment à peu près unanime chez les Douze.

D'une manière générale, la première journée du conseil européen n'a pas été le théâtre de revirements spectaculaires en ce qui concerne les principaux points du débat sur l'outil européen : abandon de la règle du vote à la majorité, extension des pouvoirs du Parlement, développement de la coopération politique, création de nouvelles politiques communes, concept de défense européenne, etc.

M. Mitterrand a redit qu'à son avis, dans l'esprit du rapport présenté par M. Maurice Faure au nom du comité Dooze, il fallait à la fois revenir au vote majoritaire dans tous les domaines prévus par le traité de Rome, envisager le recours à une telle procédure pour de nouveaux secteurs de l'activité de la Communauté et, enfin, réduire le champ d'application du « compromis de Luxembourg », qui, en janvier 1966, a autorisé les Etats qui estimaient qu'un de leurs intérêts « très importants » était en jeu à exiger un vote à l'unanimité.

Les propositions Delors

M. Delors a de son côté rappelé les positions de la Commission de Bruxelles. Il a en particulier suggéré, pour l'immédiat, un amendement à trois dispositions du traité de Rome permettant de « mieux associer démocratie et efficacité ». Il s'agirait, selon lui, de modifier les articles 57, 99 et 100 du traité pour remplacer, dans ces trois cas, l'exigence d'un vote à l'unanimité par un scrutin à la simple majorité, du moins chaque fois que le Parlement européen se montrerait favorable à une proposition de la Commission.

A plus long terme, a ajouté le président de la Commission de Bruxelles, il conviendrait de pro-

A travers le monde

Séquestrée dans un camp de détention clandestin, torturée à plusieurs reprises, elle a été finalement libérée au bout de dix mois, en particulier grâce à l'action entreprise par le conseil municipal de Massy, dans l'Essonne. Après sa libération, M^{me} Vasquez est venue vivre à Massy, où elle a pris la nationalité française.

M. Jean-Luc Melencron, premier secrétaire de la fédération socialiste de l'Essonne et conseiller général de Massy, doit accompagner M^{me} Vasquez à Buenos-Aires.

Bolivie

● **L'ARMÉE OCCUPE LA VILLE DE SUCRE.** — Les forces armées ont occupé, vendredi 28 juin, la ville de Sucre, dans la province de Chuquisaca, où de violentes manifestations avaient éclaté. Des émeutiers, protestant contre la politique économique du gouvernement, ont mis le feu à des véhicules officiels. Selon certaines rumeurs, ces incidents pourraient inciter les autorités à reporter les élections générales prévues le 14 juillet. — (Reuter.)

Grande-Bretagne

● **MESURES PRÉVENTIVES CONTRE DE NOUVEAUX ATTENTATS DE L'IRA.** — Une bombe de près de 100 kilos, dissimulée dans une voiture, a été désamorcée, le vendredi 28 juin, par l'armée britannique à Warrenpoint, à la frontière entre l'Ulster et la République d'Irlande. En Ecosse, le même jour, tout un quartier de Glasgow a été bouclé par la police, qui a effectué une fouille des habitations. Les détectives ont découvert du « matériel », sans autres précisions. Une opération de grande envergure avait été lancée dans cette ville, il y a une semaine, contre des militants de l'IRA. — (AFP, Reuter.)

Maroc

● **LE GÉNÉRAL LACAZE REÇU PAR LE ROI HAS-SAN II.** — Le chef d'état-major des armées françaises, le général

Jeannou Lacaze a été reçu par le roi du Maroc, vendredi 28 juin, à Rabat. Rien n'a filtré sur la teneur des entretiens au cours desquels le souverain marocain a décoré le général Lacaze du Grand cordon du mérite militaire. — (AFP.)

URSS

● **UN PRETRE CATHOLIQUE CONDAMNÉ.** — Un prêtre catholique, le Père Jozef Swidnicki, a été condamné à trois ans de prison pour « organisation de réunions illégales » — en fait, pour avoir célébré la messe, — ont indiqué, le vendredi 28 juin, des milieux religieux est-européens à Rome. Le Père Swidnicki, qui est âgé de quarante-huit ans, avait été arrêté en décembre. Sa condamnation est survenue à la mi-mai, à Novossibirsk, en Sibirie occidentale. Il exerçait son ministère auprès d'une colonie d'Allemands de la Volga déportés quarante ans plus tôt dans la partie asiatique de l'URSS. — (AFP.)

Zaïre

● **M. NGUZA KARL I BOND EST RENTRÉ A KINSHASA.** — L'ancien premier ministre et chef de l'opposition zaïroise en exil, qui est rentré, jeudi 27 juin, à Kinshasa, au terme de quatre années passées en Belgique, a précisé qu'il revenait comme « simple citoyen » et « libre de circuler à l'intérieur comme à l'extérieur du pays ». D'autre part, le ministère zaïrois de la défense a annoncé que les forces armées vont être portées de 70 000 à 90 000 hommes « d'ici à janvier 1986 ». 20 000 hommes vont être recrutés dans un premier temps, « six brigades, de 3 000 hommes chacune, vont être créées, et 2 000 hommes vont renforcer la première brigade blindée basée à Mbanza Ngungu », au sud de Kinshasa. Cette décision intervient une dizaine de jours après une nouvelle attaque lancée par des rebelles contre la ville de Moba, à l'est du Shaba, au bord du lac Tanganyika. — (AFP, UPI, Reuter.)

mouvoir des réformes plus ambitieuses : les Douze devraient définir les nouveaux domaines dans lesquels l'activité de la CEE doit s'exercer ; ils devraient également réfléchir à la façon de réduire encore le recours au vote à l'unanimité ; le Parlement européen devrait être mieux associé à la prise de décisions importantes de la Communauté ; il s'agirait, enfin, de définir la « flexibilité à donner aux nouvelles actions », c'est-à-dire les possibilités de mettre en œuvre cette « Europe à plusieurs vitesses » dont on parle tant.

Les trois pays du Benelux sont toujours favorables à un « saut qualitatif » de la Communauté, tout comme M. Craxi et, avec un peu de modération tactique, M. Mitterrand et Kohl. Grecs, Danois et, dans une moindre mesure, Irlandais sont pour le moins réticents. Les Britanniques insistent toujours, de leur côté, sur d'autres priorités, en particulier la réalisation d'un « marché intérieur » vraiment commun d'ici à 1992.

Ce samedi matin, à Milan, tout était encore possible, et l'on s'accordait à prévoir une longue journée de débats pouvant déboucher sur quelques « mesures-gadgets » sans grande portée réelle, tout aussi bien que sur un véritable plan de bataille en faveur de l'union européenne.

A midi, sur la grande place de la cathédrale, le Mouvement fédéraliste européen avait appelé à une manifestation en prévision de laquelle de nombreux militants, dès jeudi soir, avaient convergé vers Milan. Les banderoles multilingues, les drapeaux vert et blanc et les slogans pleins de bonne volonté unitaire ne suffisent évidemment pas à faire l'Europe ; l'entreprise est malheureusement beaucoup plus compliquée. Mais peut-être au fond des limousines officielles qui sillonnent la ville à toute allure derrière une cohorte de motards, les participants au sommet auront-ils eu un regard pour ces Européens-là, souvent adolescents, qui ont fait le voyage de Milan pour les convaincre que l'Europe existe et qu'ils peuvent la rencontrer.

BERNARD BRIGOLEIX.

L'ÉTAT DE SANTÉ
DE M. ANDREI SAKHAROVCinquante-sept Prix Nobel
expriment leur inquiétude

Cinquante-sept lauréats de prix Nobel ont envoyé à M. Mikhaïl Gorbatchev un télégramme exprimant leur inquiétude sur l'état de santé du physicien dissident soviétique, M. Andreï Sakharov, et de sa femme, M^{me} Elena Bonner. « Leur exil persistant à Gorki et l'interdiction qui leur est faite de poursuivre leurs activités constituent une violation des droits de l'homme », écrivent les signataires. Parmi ceux-ci figurent les écrivains Saul Bellow et Samuel Beckett, ainsi que l'ancien secrétaire d'Etat américain, M. Henry Kissinger. Un premier télégramme, dans le même sens, avait été envoyé au secrétaire général du PC de l'URSS le 11 juin, signé de quarante-trois « Nobel » ; depuis lors, quatorze lauréats ont donc ajouté leur nom à la liste.

A Paris, d'autre part, le gendre de l'académicien soviétique a pu voir les deux films récemment parvenus au quotidien ouest-allemand à grand tirage Bild, montrant des scènes de la vie de Sakharov. M. Efrem Yankelevitch a confirmé que ces films étaient assez récents : avril pour le premier (sans doute après la deuxième grève de la faim du physicien) et juin pour le second. Selon lui, ces documents ont été tournés par les autorités soviétiques elles-mêmes, afin de répondre aux inquiétudes occidentales. Selon M. Yankelevitch, son beau-père est « lent dans ses mouvements... et ne semble pas se sentir bien par moments ». Mais, a-t-il ajouté, « il parle normalement ». Le solide appétit démontré par M. Sakharov, de même que les signes visibles de la maladie de Parkinson, pourraient être la conséquence de l'absorption de neuroleptiques.

A Washington, un porte-parole du département d'Etat a déclaré que les deux films ne fournissent, en réalité, « aucune assurance » sur l'état de santé et le lieu de résidence du dissident soviétique et de son épouse avec qui aucun contact n'a pu être établi « depuis plus d'un an ». — (AFP, AP, Reuter.)